

Unité départementale de l'Eure
2, rue Saint Sever
Cité administrative
BP 86002 – Cedex
76032 Rouen

Rouen , le 21/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEFOB

Lieu-dit la Lissonière
503, Rue Vannée
27210 ST MACLOU

Références : UBDEO.2022.03.110.ERC.001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement SEFOB implanté Lieu-dit la Lissonière 503, Rue Vannée 27210 ST MACLOU . L'inspection a été annoncée le 24/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEFOB
- Lieu-dit la Lissonière 503, Rue Vannée 27210 ST MACLOU
- Code AIOT dans GUN : 0005800971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Installation de travail et de traitement du bois

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Présentation du projet d'extension (unité de rabotage + magasin de stockage de bois)
- Suivi de l'inspection du 30 novembre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection foudre	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article Article 7.3.6	/	Délai de 3 mois (mise en place des parafoudres)

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Porter-à-connaissance	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article Article 1.6.1	/	Compléments à apporter dans un délai d'un mois
Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article Article 7.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit compléter le porter-à-connaissance de son projet d'extension par la communication à la DREAL dans un délai d'un mois du scénario d'incendie généralisé de la nouvelle unité (ligne de rabotage + zone de préparation des commandes + magasin de stockage de bois) en vue de la détermination du caractère substantiel ou notable de l'extension, de la procédure à appliquer et de la nature du dossier à produire. Il doit prendre en compte a minima pour l'implantation et l'aménagement de la nouvelle unité les arrêtés ministériels de référence, leurs prescriptions pouvant être renforcées au regard des éléments du dossier (scénario incendie, gestion des eaux pluviales, insonorisation des locaux, ...).

Concernant la protection contre la foudre, l'exploitant doit mettre en place dans un délai de 3 mois les parafoudres au niveau des installations de protection de la sécurité définies dans l'étude technique Qualiconsult du 17 février 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Porter-à-connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article Article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Projet d'extension
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Par mail du 27 janvier 2022, la société SEFOB a informé la DREAL du projet d'extension de son établissement SEFOB de Saint-Maclou. Au regard des éléments fournis et lors de notre visite du 15 mars, ce projet d'un montant de l'ordre de 7 M d'euros consistera en : - la création d'une unité de rabotage de bois et la régularisation d'un magasin de stockage de bois attenant sur une nouvelle emprise de l'ordre de 11 000 m ² contigue au site existant ; le terrain concerné correspond à l'ancien site des Terrasses de Normandie acquis par la société SEFOB et pour lequel un PV de récolement de réalisation de travaux de remise en état après cessation d'activité a été délivré par la DREAL en mars 2021 pour un usage de type industriel, - l'ensemble du bâtiment (unité de rabotage + magasin de stockage de bois) occupera une surface au sol de l'ordre de 7 000 m ² (4 200 m ² pour la ligne de production et la préparation des commandes et 2 800 m ² pour le magasin attenant) - ce projet ne modifiera pas le classement du site relevant du régime d'autorisation pour le traitement du bois (activité IED non concernée par le projet), du régime d'enregistrement pour le travail du bois et de celui de déclaration pour le stockage de bois. La puissance installée de la nouvelle ligne de travail du bois sera de 900 kW, soit une augmentation de 25 % de la puissance enregistrée (3 750 kW). Le volume de stockage de bois restera dans l'enveloppe du volume déclaré (19 950 m ³). Afin d'apprécier le caractère substantiel ou notable du projet qui déterminera la procédure administrative à appliquer (nouvelle procédure d'autorisation environnementale, cas par cas, arrêté complémentaire) et le type de dossier à déposer, l'exploitant doit fournir à la DREAL dans les meilleurs délais le scénario d'incendie généralisé de la nouvelle unité (ligne de rabotage + zone de préparation des commandes + magasin de stockage de bois attenant). Par ailleurs, nous avons précisé à l'exploitant que la nouvelle unité de travail du bois devait respecter a minima les prescriptions de l'arrêté ministériel d'enregistrement 2410 du 2 septembre 2014, qui pourront être renforcées en fonction des conclusions du scénario incendie et des éléments du dossier d'instruction. Nous avons attiré en particulier son attention sur les articles suivants : 5 (10 m minimum des limites du site), 11 (dispositions constructives du bâtiment), 12 (voie engin sur le périmètre de l'installation, voie échelle si hauteur du bâtiment supérieure à 8 m), 13 (exutoires de fumée), 14 (moyens de protection incendie), 17 (si chaufferie), 20 (détection de fumée), 32 (désuilage des eaux pluviales), 45 (valeurs limites de rejet pour les émissions de poussières), 48 (valeurs limites pour les émissions sonores). En outre, l'arrêté ministériel déclaratif 1532 du 5 décembre 2016 impose également des prescriptions pouvant concerner le magasin de stockage de bois (voir en particulier les articles 2.1, 2.4.3, 2.4.5, 2.5, 4.2).
Observations : L'exploitant doit compléter le porter-à-connaissance de son projet d'extension par la communication à la DREAL sous 1 mois du scénario d'incendie généralisé de la nouvelle unité (ligne de rabotage + zone de préparation des commandes + magasin de stockage du bois). Il doit prendre en compte a minima pour l'implantation et l'aménagement de la nouvelle unité les arrêtés ministériels de référence, leurs prescriptions pouvant être renforcées au regard des éléments du dossier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article Article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Le bâtiment de la scierie est équipé d'une détection et d'une alarme incendie.
Constats : Lors de notre visite précédente du 30 novembre 2021, nous avons constaté un dérangement du dispositif de détection incendie de la scierie au niveau de la ligne de triage. Suite à cette visite, l'exploitant a passé commande le 6 décembre 2021 auprès de la société SCUTUM du remplacement des détecteurs de fumée de la ligne de triage par des détecteurs de flamme pour un montant de l'ordre de 7 000 euros. Par mail du 8 février 2022, l'exploitant nous a transmis le rapport d'intervention de la société SCUTUM du 4 février 2022 ayant procédé aux travaux. Lors de notre visite du 15 mars, l'exploitant nous a remis la facture correspondante (7 002 euros HT) ; la centrale de détection incendie était en service sans défaut constaté et les détecteurs en place au niveau de la ligne de triage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article Article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 7.3.6.1 : L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R.512-33 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude des dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'analyse du risque foudre.</p> <p>article 7.3.6.2 : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>.....</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention, sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard 2 ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 22 février 2022, l'exploitant a fourni à la DREAL l'analyse actualisée du risque foudre du site réalisée par l'organisme Qualiconsult en référence à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Au regard du rapport daté du 14 février 2022, seule la scierie rentre dans le champ d'application de l'arrêté ministériel. Le niveau de protection défini pour cette scierie (IV) impose a minima la protection des installations suivantes : surpresseur incendie, système de sécurité incendie, alerte des services de secours. L'étude technique réalisée par le même organisme datée du 17 février 2022, également communiquée par l'exploitant, demande la mise en place de parafoudres de type 2 sur ces différentes installations (IPS). Ces équipements devront être réalisés dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet